

23 juin 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, notamment sur la situation en Syrie et sur les relations franco-jordanienues, à Amman le 23 juin 2013.

LE PRESIDENT - « Mesdames et Messieurs, nous arrivons au terme de cette visite. J'ai voulu répondre à l'invitation du Roi de Jordanie, d'abord parce que nous entretenons d'excellents rapports avec la Jordanie et depuis longtemps. J'ai rappelé, que la France était le premier investisseur ici - hors les pays arabes - et que nous avons des coopérations multiples. Rien que pour cela, il y avait des raisons de venir ici, à Amman. Mais il y en a d'autres. Et celle notamment, qui concerne la Jordanie, et nous concerne tous, je veux parler de la crise en Syrie. Nous avons donc fait converger nos positions, nous n'avons pas eu de mal, sur deux aspects.

Le premier, c'est de prolonger, ce qui s'était décidé hier à Doha, c'est-à-dire d'apporter à l'opposition toutes les aides indispensables, pour quelle puisse poursuivre son action. Et, par la pression qu'elle exercera, permettre la réunion de la conférence de Genève. Cette aide sera multiple. Elle sera humanitaire, j'y reviendrai, elle sera matérielle, elle sera économique mais elle est aussi une aide militaire que la Jordanie veut, non pas organiser, mais veut coordonner. Et elle a raison. Nous, nous avons des procédures, nous avons des règles et nous les respecterons. Mais nous voulons nous assurer de deux choses. La première, c'est que l'opposition est capable de se structurer - il y a des signes qui vont dans ce sens - notamment autour de l'Armée de libération de la Syrie, dirigée par le Général Idriss. Et deuxièmement, de se séparer des groupes extrémistes, qui veulent créer une situation qui serait celle du chaos, d'ailleurs utilisée - je l'ai dit à Doha je le redis ici - par le régime syrien pour ne pas aller vers la transition politique.

Le second aspect du dossier syrien c'est la question des réfugiés. Il y a aujourd'hui en Jordanie 500.000 réfugiés enregistrés, sans doute bien davantage, certains parlent d'un million. Il y a également des réfugiés au Liban, là encore, plusieurs centaines de milliers. Ce qui ne peut que mettre en difficulté les deux pays. Ici, en Jordanie, cela suppose une logistique, un accompagnement, un accueil, qui pèsent sur les finances de ce pays. Donc nous avons un devoir, qui est de venir en aide. C'est la raison pour laquelle j'ai rappelé qu'il y avait eu 100 millions d'euros d'aide budgétaire de l'Agence française du développement, pour que la Jordanie puisse avoir un soutien immédiat. Nous ajouterons 50 millions d'euros pour les régions du Nord de la Jordanie, qui sont, bien sûr, affectées par l'afflux des réfugiés. Et nous allons faire aussi une politique pour l'ensemble de la question des réfugiés. Nous avons dégagé 35 millions d'euros dans cette perspective. Je parle là de ce que nous allons faire pour les réfugiés de Syrie.

Nous avons également rappelé quel était notre engagement ici, en Jordanie, et qui a été symbolisé par la décision que nous avons prise il y a un an, d'installer l'hôpital de Za'atari et qui, aujourd'hui, permet des vaccinations, 38.000, est devenu une maternité, assiste une partie de la population réfugiée. Pas simplement ceux qui fuient les combats mais ceux qui y viennent, parce qu'il n'y a plus rien à espérer en Syrie dans cette période de chaos. Nous venons de constater avec le Roi, qu'il y a aujourd'hui des personnes qui viennent de Syrie, non pas parce qu'elles soient chassées par les combats, mais parce qu'il y a, par les accueils que nous prodiguons en Jordanie ou ailleurs, une possibilité de vivre mieux. Il nous faut aussi canaliser ces mouvements. D'où la responsabilité que nous avons prise de pouvoir aider les Syriens en faisant acheminer un certain

responsabilité que nous avons prise de parvenir à des accords en faisant commencer un certain nombre de biens alimentaires par la Turquie, pour les Syriens. Rien que ces derniers jours, nous avons acheminé 16 tonnes de produits.

Nous avons également évoqué avec le Roi d'autres questions. Celle qui concerne la Palestine, et donc le règlement du conflit israélo-palestinien. Nous avons la même position : saisir toutes les opportunités, revenir à la table des négociations. Là aussi, la Jordanie joue un rôle très précieux, très utile. Et la France veut également tout faire pour que la négociation puisse reprendre dans les meilleures conditions.

Nous avons aussi parlé de l'ensemble de la région et du Liban. Je l'évoquais, parce que nous sommes attachés à l'équilibre qui a été préservé jusque-là au Liban, et qui ne doit pas être bouleversé par ce qui se passe en Syrie.

Bref, pour toutes ces raisons, je voulais venir pour montrer l'intensité de nos relations avec la Jordanie, pour confirmer la présence des investisseurs français dans ce pays, pour montrer l'ampleur de l'aide que nous apportons. Nous avons également évoqué un certain nombre de dossiers concernant des entreprises, concernant des projets, mais c'était surtout la dimension politique qui devait l'emporter. »

QUESTION - « Alors que nous sommes ici ce soir en Jordanie, une législative partielle avait lieu en France. Le Front national a perdu certes, mais il a réalisé un très bon score, avec un gain important de voix entre les deux tours. Que pouvez-vous dire à tous ces électeurs qui se sont mobilisés, qui malgré les messages que vous adressez en France, malgré ceux que vous adressez au Qatar ou en Jordanie, vous ont, eux, visiblement adressé un message ce soir alors que vous êtes à l'étranger ? »

LE PRESIDENT - « Pour répondre à eux, je reviendrai à Paris cette nuit et nous aurons à tirer toutes les leçons de ce scrutin. Et du premier tour, et du second tour. Mais ce n'est pas le lieu, même si c'est le moment. »

QUESTION - « Monsieur le Président, je représente l'agence nationale de presse jordanienne. Comme vous le savez la Jordanie éprouve des difficultés à supporter le poids des réfugiés syriens, qui sont sur son sol. 500 000 réfugiés syriens. La Jordanie est un pays pauvre. Je voudrais vous demander quel est le rôle de la France dans la pression exercée par la communauté internationale pour accroître l'aide qui est accordée à la Jordanie. Une deuxième question : aujourd'hui on commence à parler de l'armement accordé à l'opposition syrienne. La Russie continue de son côté à armer le régime syrien. Est-ce que vous pouvez nous dire quelque chose à ce sujet ? »

LE PRESIDENT - « Sur les réfugiés, j'ai rappelé les chiffres, 500 000 et sans doute davantage. La France s'est mobilisée dès le début, hélas, de ce conflit pour fournir à la Jordanie les moyens, l'assistance dont elle pouvait avoir besoin et j'ai rappelé un certain nombre de actes qui avaient été posés. Mais au G8, c'était donc le début de la semaine, il a été convenu, entre les pays qui étaient réunis là, que nous augmenterions largement nos aides aux pays, qui font face à l'ampleur de la venue des réfugiés. La Russie ne s'est pas particulièrement associée à ce processus, j'en conviens, mais les autres pays, eux, ont donné des chiffres qui sont proches de ceux que j'ai cités pour la France, de manière à ce qu'il y ait une politique d'abord coordonnée et une politique, qui puisse vraiment venir en soutien aux pays les plus concernés.

Mais vous voyez bien quel est le dilemme. Pardon d'insister dessus. C'est-à-dire que si, et c'est notre devoir, nous accueillons des réfugiés et de la meilleure des manières en Jordanie et au Liban, c'est un mouvement qui va encore simplifier puisqu'une partie de la population en Syrie qui souffre, pas seulement des combats et même dans des zones qui ne sont pas touchées par les affrontements, va venir. Nous avons aussi à aider les Syriens, qui sont à l'intérieur, pour éviter qu'ils viennent encore affluer en Jordanie notamment. Une politique coordonnée, une politique qui vienne en soutien de la Jordanie et du Liban mais aussi une politique qui puisse apporter un certain nombre de biens alimentaires ou autres à la population syrienne.

Il y a ce que vous dites, des livraisons d'armes. La Russie a revendiqué de livrer des armes, y compris d'ailleurs, à la fin du G8 où le Président russe a confirmé qu'il allait continuer. A partir de là, nous sommes devant une situation, où d'un côté, il y a des livraisons d'armes et de l'autre il y a,

en tout cas pour l'Europe, un embargo. Doù la position, qui a été la mienne depuis plusieurs semaines de dire aux Européens : il nous faut revoir nos règles sinon nous allons créer un déséquilibre et le déséquilibre se vérifie sur le terrain, où si les troupes de Bachar al-Assad ont pu obtenir quelques succès, c'est bien parce qu'il y avait cette inégalité dans les armes qui pouvaient être utilisées. Nous agissons. »

QUESTION - « Une question un peu plus internationale puisqu'elle concerne l'Europe. Ce soir sur France Inter, Arnaud Montebourg a déclaré que José Manuel Barroso était le carburant du FN. Il faisait référence à la récente polémique qui a éclaté après que M. Barroso ait en quelque sorte ostracisé l'exception culturelle. Est-ce qu'un ministre de la République peut s'exprimer de cette façon à propos du président de la Commission européenne ? Que pensez-vous de cette déclaration ? »

LE PRESIDENT - « Vous vous situez sur un terrain qui n'est pas très différent de la question précédente. Vous aurez donc la même réponse. C'est-à-dire que nous devons traiter les problèmes ici, qui sont posés ici. Cela ne veut pas dire qu'il n'y en a pas d'autres ailleurs mais qui ne sont pas de même nature et de même ampleur. Chacun l'aura compris. »

QUESTION - « Monsieur le Président, vous venez de parler ce soir de l'équilibre au Liban or l'équilibre au Liban ce soir semble être un peu choqué, parce qu'il y a un mort au sein de l'armée libanaise. Il y a des problèmes au Sud, il y a des problèmes à l'Est. Que peut faire la France aujourd'hui alors que vous êtes pratiquement en guerre contre un parti qui s'appelle le Hezbollah et qui est très influent au Liban dans la politique libanaise malheureusement ? »

LE PRESIDENT - « Ce que nous devons exiger, c'est que le Hezbollah se retire de Syrie et reste au Liban de manière à garder l'équilibre, qui est fragile, mais qui est l'équilibre, qui a été posé par les autorités libanaises. C'est-à-dire de refus d'être déstabilisé par ce qui se passe en Syrie et de ne pas singérer dans la situation syrienne qui est déjà compliquée. Voilà ce qui a été le message également de la conférence de Doha, c'est de dire que le Hezbollah devait se retirer et rester au Liban.

Merci Mesdames et Messieurs. »